



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## **AUX FRONTIERES DU PRINTEMPS ARABE :**

### **CRISES SOCIALES ET CONTESTATIONS POPULAIRES EN MAURITANIE**

Zekeria Ould Ahmed Salem et Boris Samuel \*

La contestation multiforme que l'on observe depuis quelques mois en Mauritanie, pays situé sur la ligne de fracture entre Afrique du Nord et Sahel ouest-africain, donne largement l'impression que la vague de révoltes et de protestations arabes viendrait en quelque sorte mourir aux portes septentrionales de l'Afrique noire. Dans ce petit pays pauvre, désertique et isolé, souvent lié aux dynamiques politiques de part et d'autre du Sahara occidental, les protestations s'étendent et se multiplient depuis plusieurs mois de façon horizontale pour inclure toujours plus de secteurs sociaux. Et, quoi qu'on dise, l'étendue et la simultanéité du large mécontentement populaire sont sans précédent dans l'histoire du pays. Certes, pour le moment, il s'agit davantage d'une fièvre revendicative plutôt que d'une révolte collective. Les modes d'action privilégiés par les mouvements sociaux de plus en plus diversifiés demeurent largement pacifiques mais souvent d'une grande intensité. Jusqu'ici, ni les tentatives d'une opposition certes fragilisée, ni les velléités de réprimer les manifestations et les grèves, ni même les compromis sectoriels négociés ici ou là entre administration et

protestataires ne semblent affecter l'ampleur des mouvements dans le sens d'une radicalisation ou, au contraire, d'un essoufflement de la contestation. On assiste plutôt à une extension des couches sociales touchées, doublée d'une transformation continue des modes d'action.

Autrement dit, le pays ne vit pas encore dans un état de révolte brusque et massive. En revanche, depuis quelques mois tout se passe comme si toute la société mauritanienne avait décidé de descendre dans la rue et d'occuper les espaces publics. Les Mauritaniens découvrent les joies et les misères de la revendication collective ; ils semblent avoir décidé de protester dans le même temps mais pas encore tous ensemble. Ce manque de convergence des demandes et des revendications constitue sans doute une différence formelle qui distingue le cas mauritanien des révoltes que l'on a vues dans certains pays arabes. Pour le reste, il y a de nombreux points communs décisifs : une formidable diversité sociologique des révoltés, une étendue nationale des protestations, des répertoires d'action à la fois classiques (*sit-in*, grèves, marches, manifestations) mais également originaux : les Mauritaniens ont littéralement envahi l'Etat et ses bâtiments administratifs. Camper aux abords des bâtiments publics ou dans l'enceinte du palais de justice ou devant la présidence est même devenu une pratique routinière pour des mouvements aussi divers que celui des employés temporaires du secteur public ou des sociétés parapubliques, des militants de toutes sortes et des jeunes diplômés sans emploi, des femmes, des retraités, des handicapés...

Mais il y a également des différences notables avec la plupart des révoltes arabes. Rares sont les manifestants qui appellent au départ du régime ou s'en prennent à la légitimité du chef de l'Etat. L'écrasante majorité d'entre eux ont pour but la satisfaction de besoins matériels précis, l'annulation de marchés publics douteux, la réforme économique, la baisse des prix, la lutte contre les injustices quotidiennes, le règlement de contentieux collectifs.... Sont également souvent exprimées la destitution du Premier ministre et de son gouvernement ou

la démission des responsables de départements ministériels. Outre la grève des hôpitaux qui a duré près de deux mois avant d'être récemment réglée à la suite de négociations serrées, l'accès aux établissements d'enseignement supérieur a été interdit à plusieurs reprises pour cause de grèves violentes, voire d'affrontements ethniques comme à l'université de Nouakchott en avril dernier. Celle-ci a dû être fermée par deux fois pour raisons de sécurité et rien ne garantit qu'on ne s'achemine pas vers une année blanche dans certains établissements similaires. Mais parfois ce sont des professeurs de l'enseignement supérieur ou secondaire qui organisent eux-mêmes des arrêts de travail et des marches de protestation. De la même manière, aucune partie du territoire national n'est épargnée par la fronde populaire. Le secteur minier, dans le nord du pays, a retrouvé son esprit revendicatif, et tous les syndicats du pays ont, à un moment ou un autre, opéré des débrayages dans la pêche, les transports, les municipalités.... Même les membres du personnel des médias d'Etat, porte-voix du régime, sont descendus dans la rue à plusieurs reprises, et, à la moindre occasion, tentent de plaider en faveur de leur plate-forme revendicative.

Il est vrai qu'en plus des revendications ponctuelles, des questions de sociétés plus larges et plus complexes ajoutent à la cacophonie et risquent à terme de compliquer davantage les fractures structurelles de la société mauritanienne ou, à tout le moins, de les faire ressortir. Ces questions de société sont de plus en plus pressantes et leurs porteurs s'enhardissent de jour en jour en posant les problèmes du pays en termes exclusivement raciaux ou ethniques. A cet égard, la question de l'esclavage et du sort de l'importante communauté d'origine servile (les haratines) ou encore le partage des ressources entre les composantes ethniques arabophones et africaines du pays sont des thématiques lourdes et récurrentes. Loin d'être cantonnés au second plan, ces enjeux semblent se greffer de plus en plus sur une situation sociale qui les recoupe : la majorité écrasante des parias de la société mauritanienne est d'origine servile.

Dans cette atmosphère pour le moins délétère, un mouvement mérite une mention particulière. Il s'agit du « mouvement du 25 février » qui paraît être la seule force ayant procédé à une montée en généralité. Inspirés par les révoltés tunisiens et égyptiens, ces jeunes, issus de tous les secteurs sociaux et ethniques, avaient symboliquement choisi de se regrouper chaque jour sur un terrain vague, « la place des Blocs ». Ils ont choisi ce lieu parce qu'ils soupçonnent le régime de l'avoir complaisamment vendue à des proches, réveillant ainsi le spectre du népotisme et de la corruption. Volontiers pacifiques, ils ont souvent été empêchés de rester sur place par une police contre laquelle ils se sont maintes fois opposés. S'ils s'en vantent volontiers, ces heurts violents ne les ont pas amenés à se radicaliser. D'ailleurs, l'homme d'une quarantaine d'années qui s'était immolé par le feu en février, en face du Sénat, n'a pas non plus déclenché de mouvement de révolte immédiat ; de la même manière, les jeunes du « 25 février » ne l'ont pas explicitement considéré comme l'un de leurs premiers martyrs. Depuis cette date et pour l'instant sans succès, les autorités essaient de noyauter ou de contrer cette coordination de jeunes qui a remis au gouvernement une plate-forme clairement politique. Outre le point de fixation sur l'annulation de vente de la « place des Blocs » aux proches du chef de l'Etat, le mouvement demande un retrait des militaires de la politique, des réformes électorales, « la remise du pouvoir aux jeunes », la mise en place d'une véritable politique de l'emploi et le départ immédiat d'un gouvernement présenté comme incompetent. Mais ils agitent également le spectre du tribalisme et critiquent la domination rampante des « cousins du chef de l'Etat. » Ces jeunes sont remarquablement constants dans leur mobilisation au regard de la chute d'intensité des autres mouvements sociaux. Du fait du caractère vague de ses revendications et de son refus de rencontrer les autorités, ce mouvement fondé sur la mobilisation par *Facebook* et les réseaux sociaux intrigue et inquiète le gouvernement plus que toutes les autres protestations.

Sans précédent dans sa forme et son intensité, l'ébullition sociale actuelle menace d'ébranler progressivement le pouvoir du président Abdel Aziz et entame déjà la légitimité

qu'il avait réussi à préserver depuis son accession au pouvoir par un coup d'Etat en août 2008 et sa « (re)légitimation électorale » en juillet 2009. Un tel constat peut paraître ironique lorsque l'on se rappelle qu'entre 2005 et 2007, les observateurs du pays louaient la « la démocratisation mauritanienne » présentée même comme un « exemple pour le monde arabe ». Il est vrai qu'à l'époque, le Comité Militaire pour la Justice et la Démocratie dirigé par le colonel Ely Ould Mohamed Vall, et dans une moindre mesure par Ould Abdel Aziz lui-même, avait mis fin au long règne de Maaouya Ould Taya (1984-2005). Les nouvelles autorités avaient alors organisé une transition démocratique jugée exemplaire qui avait permis la mise en place d'un régime civil élu, sous la direction du président Sidi Ould Cheikh Abdallah. Or, rapidement entré en crise avec sa majorité parlementaire soutenue par l'armée, le premier président démocratiquement élu se fit renverser par le général Mohamed Ould Abdel Aziz en août 2008. Ce coup d'Etat fut condamné par la communauté internationale et refusé catégoriquement par l'opposition mauritanienne organisée au sein d'un Front National de Défense de la Démocratie. Il déboucha sur une crise politique aiguë d'une année, avant que l'accord de Dakar, signé en juin 2009, entre tous les acteurs politiques, ne permette d'organiser des élections présidentielles qui furent malgré cela remportées par Ould Abdel Aziz en juillet 2009. Depuis, le nouveau chef de l'Etat et ancien putschiste, qui jouit du soutien ostentatoire des puissances occidentales, la France en tête, est apparu comme un garant de la sécurité régionale face au terrorisme d' AQMI. Dans son pays, il avait fait son fonds de commerce de la lutte contre la gabegie et la corruption et se présentait volontiers comme le « président des pauvres ».

En réalité, fort de cette légitimité interne et externe inespérée et subite, Ould Abdel Aziz a vite procédé à une restauration autoritaire résolue et refusé le dialogue avec l'opposition que l'accord de Dakar stipulait dûment. Et même si le régime a rapidement réussi à stabiliser le terrain institutionnel, malgré les contestations de l'opposition, c'est au prix de l'accumulation des attentes populaires. Le président Ould Abdel Aziz avait en effet justifié son coup d'Etat et centré sa campagne et son programme électoral sur des promesses

mirobolantes de « lutte contre la gabegie » et de remise du pouvoir aux pauvres. De larges couches de la population, des classes moyennes et de la jeunesse avaient même accueilli avec une certaine délectation l'emprisonnement des plus grands hommes d'affaires de la tribu de l'ancien président Maaouya Ould Taya, accusés de détournement et sommés de rembourser à l'Etat les montants faramineux qu'ils auraient détourné de la Banque centrale avant 2005. Par ailleurs, les limogeages systématiques de responsables jugés « véreux » et les visites en grande pompe dans les quartiers populaires avaient même commencé à accréditer l'image de « président des pauvres » qu'Ould Abdel Aziz s'était attribuée. Aujourd'hui, l'homme de la rue, malicieux, dit enfin comprendre toute la portée du slogan : pour devenir vraiment le « président des pauvres », l'ancien général aurait d'ores et déjà réussi à généraliser la misère !

Au-delà du trait d'humour, il est vrai que cette politique quelque peu populiste n'a que peu d'impact social. L'instrumentalisation de l'appareil d'Etat est une dénonciation courante. Des rumeurs folles de détournements, de népotisme et d'enrichissements personnels accentuent la déception. De plus, l'administration est gérée de manière très politisée, notamment pour ce qui concerne les nominations, tandis que toutes les décisions, même les plus petites, sont prises au sommet, par un Président que l'on dit « préoccupé par les détails ». L'administration est ainsi vidée de tout pouvoir et les maigres privilèges des fonctionnaires ont en outre été abolis (logement et transport). Le président Aziz est donc aujourd'hui souvent perçu comme exerçant une domination personnelle sans partage tout en usant de rhétoriques bien pensantes, sans pour autant réussir à accroître l'efficacité de politiques économiques visiblement problématiques.

Pourtant, malgré ces griefs, le pouvoir en place semble persuadé que rien ne menace à long terme sa pérennité. Il cherche constamment à minimiser l'impact de ce désenchantement national. Pour lui, la montée des protestations est avant tout un effet de visibilité surtout imputable à l'extension des libertés publiques et privées ainsi qu'à la « tolérance » des

autorités. Il est vrai, que la peur de manifester est définitivement vaincue après des années de dictature. Les autorités tentent d'expliquer la montée croissante et soutenue des mécontentements par l'héritage et les errements des régimes précédents. Pourtant, l'impatience exprimée dans tout le spectre de la classe politique, y compris au sein d'une majorité parlementaire supposée jusqu'ici aux ordres, montre que la situation est plus grave que ne veulent bien l'admettre le chef de l'Etat et son entourage immédiat.

En effet, les manifestations se conjuguent à d'amples manœuvres sur la scène politique. Ces dernières traduisent une circonspection croissante des sphères économiques et politiques vis-à-vis du régime et de son Président accusé de gestion autoritaire, de manque de volonté et de concentration voire de tentative d'accaparement des ressources. La centralisation du pouvoir d'Etat est jugée bien trop grande et contreproductive, y compris par les alliés du régime. Le Président est réputé avoir enlevé toutes prérogatives à ses ministres et administrations publiques, ce qui le met constamment en première ligne. C'est ce qui explique que la porte du palais présidentiel soit devenu le lieu de protestation privilégié, l'endroit où les manifestants élisent domicile, passent des nuits blanches, campent jour et nuit. Tantôt ce sont de jeunes diplômés au chômage qui déchirent de façon ostentatoire leurs diplômes, tantôt ce sont des retraités de l'armée qui exigent, avec succès, que le chef de l'Etat les reçoive devant ses bureaux. Récemment encore, des centaines de famille d'anciens esclaves haratines sans terre se sont massées aux abords du palais de la République après avoir passé deux nuits devant les bureaux du Gouverneur de la capitale. Le Président lui-même a été obligé de sortir plusieurs fois pour calmer les manifestants, rassurer les chômeurs, apaiser l'ardeur des retraités. Le plus souvent, il envoie des conseillers parlementer avec les marcheurs sous les yeux ébahis et les caméras d'une presse électronique plus que jamais libre et dynamique. Le mécontentement monte même dans la majorité parlementaire supposée jusqu'ici aux ordres. L'ultime signe précurseur d'une éventuelle rupture entre le président Aziz et ses soutiens les plus fidèles, est venu lorsque le Vice-président de l'Assemblée nationale, El Arbi Ould Jideine, a clairement

dénoncé, dans un discours d'ouverture de la nouvelle session parlementaire en mai 2011, la gestion solitaire et le manque de concertation. Au grand étonnement de la presse et de l'opinion publique, peu habituées à ce type de dissidence de la part des caciques du parti au pouvoir, Ould Jideine a reconnu que «le climat social est grandement perturbé, ce qui a occasionné des manifestations dans des secteurs vitaux comme la santé et l'enseignement» avant d'inviter le gouvernement à trouver la solution adéquate «au lieu d'ignorer les problèmes des citoyens ou de les affronter par la répression ». Il a même ajouté que «les courtes vues et l'entêtement, la gestion solitaire et le pouvoir personnel ne peuvent être les remèdes appropriés au règlement des problèmes nationaux». Il est vrai que les caciques du parti du Président, l'Union pour la République, sont excédés par le mépris que leur témoigne leur champion qui répète à qui veut bien l'entendre qu'il doit s'occuper lui-même de tout. Ses supporters parmi l'élite politique le lui reprochent *mezza voce* et lui imputent le fait que les militants quittent les partis au pouvoir par poignées ; inversement, le Président s'est désolidarisé de la coalition de partis qui le soutient et a même avoué avoir promu en sous-main un parti des jeunes «interdit au moins de quarante ans » !

Des alliés du régime qui l'accompagnent depuis 2009 ont déjà claqué la porte. C'est le cas du parti HATEM (Parti mauritanien de l'union et du changement) d'obédience islamo-nationaliste arabe. C'est le cas également du puissant parti islamiste, TAWASSOUL, qui après être sorti pendant deux ans de la coalition de l'opposition pour faire la cour au président Aziz menace désormais d'y revenir. Les islamistes ont clairement affirmé que la corruption était revenue en force, mais de façon aggravée dans la mesure où le cercle des bénéficiaires s'était fortement resserré, augmentant davantage le nombre de mécontents et de frustrés.

Pour l'opposition, cet état de manifestations permanentes est un signe de blocage et d'anomie que le chef de l'Etat refuse de prendre au sérieux ou de traiter en tant que tel. Le leader de l'opposition démocratique, Ahmed Ould Daddah, est même allé jusqu'à dire que le



pays souffrait d'une « vacance de pouvoir » et qu'il n'avait pas de président. Mais en réalité, fortement affaiblie, épuisée, vaincue et fortement divisée, l'opposition est elle-même entrée en pleine transition générationnelle ; ses dirigeants vieillissants sont coupés de leurs cadres et de leurs bases. Elle ne réussit pas à attirer les divers segments ou groupes de la population parce qu'elle a beaucoup de mal à définir des objectifs clairs. Le mécontentement ne bénéficie donc pas à l'opposition malgré son empressement à l'entretenir. Jusqu'à aujourd'hui, Ould Daddah et ses collègues se sont révélés incapables de récupérer un mouvement de contestation diffus, fragmenté, peu engagé dans un processus de montée en généralité, et à court terme peu susceptibles de trouver un facteur d'union.

Aujourd'hui la situation mauritanienne est donc ambiguë. Le régime est pris d'une part, entre l'effritement de ses soutiens, déçus de ne pas participer au partage des ressources nationales, l'accusant d'autoritarisme et de clientélisme, et d'autre part, le renforcement d'une opposition populaire désorientée que les partis contestataires ont du mal à récupérer ou à organiser. Depuis fin avril et de manière constante, les manifestations et les rassemblements semblent donner l'occasion de débordements que les autorités tentent de contrôler, avec un certain succès pour le moment. Par conséquent, malgré leur constance et leur variété, les contestations sociales en Mauritanie ne peuvent pas être lues comme des demandes de changement radical du régime en place, ou de départ des principaux dirigeants. Elles expriment avant tout un refus catégorique de la misère grandissante du plus grand nombre, de la déchéance sociale et, plus encore, de l'absence d'avenir tant il est vrai que le régime actuel peine à relancer l'espoir ou à donner une perspective nationale. En outre, de nombreux secteurs de la société expriment un refus du régime clientéliste ou de la domination clanique au sommet de l'Etat que le président Aziz s'était promis de démanteler avec une détermination à la mesure de la déception actuelle.

Pourtant, dans le court terme, le gouvernement mauritanien serait bien imprudent de minimiser les effets cumulatifs de ces désordres ponctuels. Les organisations terroristes du

Sahel que Ould Abdel Aziz combat sans pitié depuis deux ans peuvent profiter du laisser-aller généralisé ou du désespoir économique réel qui affecte une jeunesse qui représente tout de même plus de 65 % de la population. La Mauritanie a déjà connu de nombreux attentats perpétrés par des jeunes du cru, entraînés par les groupes terroristes vivant dans le nord du Mali ; elle a d'ores et déjà expérimenté douloureusement les effets dévastateurs de ce type de processus. Pour le moment, le président Aziz est respecté par une armée putschiste ; mais comme par le passé, cette dernière n'hésitera pas à prendre prétexte de la moindre menace sur son pouvoir pour opérer un énième putsch « salvateur » qui serait synonyme d'un simple retour à la case départ.

**Zekeria Ould Ahmed Salem, professeur à l'université de Nouakchott/University of Florida et  
Boris Samuel doctorant à SciencesPo-CERI**